

Une histoire du féminisme est-elle possible?

Louise Toupin

Volume 6, numéro 1, 1993

Temps et mémoire des femmes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057723ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057723ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Toupin, L. (1993). Une histoire du féminisme est-elle possible? *Recherches féministes*, 6(1), 25–52. <https://doi.org/10.7202/057723ar>

Résumé de l'article

Depuis au moins 30 ans, un cadre d'analyse historique sert à appréhender le passé du mouvement féministe aux États-Unis. Il s'agit de la dichotomie égalité-différence calquée, *grosso modo*, sur le débat du même nom et des deux définitions des femmes qui lui sont sous-jacentes : ou un sujet « neutre » ou un sujet « sexué ». Après avoir passé en revue l'évolution de certaines formes qu'emprunte cette dichotomie qui prend l'allure d'un véritable débat sur l'identité historique des femmes, l'auteure conclut que ce cadre d'analyse constitue une véritable idéologie qui fait écran à l'appréhension du passé du mouvement féministe. Certaines conditions d'une nouvelle conceptualisation des oppositions dans le féminisme sont émises en guise de conclusion.

Une histoire du féminisme est-elle possible ?

Louise Toupin

D'où vient l'impulsion ? Sur quoi s'appuie-t-elle ? Où s'enracine le mouvement féministe ? Est-ce vraiment dans une mémoire de notre passé ? Je crois que la question mérite d'être posée car si nous avons l'impression bien souvent que les femmes sont frappées d'amnésie et que quelque chose se répète dans cette histoire, n'est-ce pas dû à cette quasi-impossibilité de fixer dans une mémoire collective ce qui, de la femme, a rompu les amarres ?

Bonnet 1984

Serait-ce, comme le dit Marie-Jo Bonnet, parce que nous arrivons toujours très mal à déterminer historiquement « ce qui, de la femme, a rompu les amarres » et à mettre en évidence ce que sont ces amarres à larguer, que l'histoire du féminisme se butte à la définition même de son objet de recherche : qu'est-ce que le féminisme, et comment peut-on caractériser les courants qui l'ont traversé ? Voilà en effet le sujet d'un débat historiographique qui a cours aux États-Unis depuis au moins 30 ans.

À l'un des pôles du débat, on trouve une définition large du féminisme, alors qu'une définition plus restreinte anime l'autre pôle. Ainsi : doit-on chercher à inclure sous le grand chapeau du féminisme à peu près tout ce que les femmes ont fait et dit dans l'histoire ou, plutôt, chercher à comprendre et à établir la variété de leurs faits et gestes, et à ne qualifier de féministe qu'un type d'agir parmi bien d'autres possibles¹ : c'est-à-dire l'activité publique des femmes ?

Récemment encore aux États-Unis, l'échange entre deux historiennes, Karen Offen et Nancy Cott (Offen 1989b; Cott 1989a) a réactivé la querelle. Plus près de nous, au Québec, Yolande Cohen a tenté, sans grand succès à ce jour, de « brasser la cage » en affirmant que les cercles de fermières, dont elle a écrit une histoire, sont à l'origine du féminisme québécois (Cohen 1990 : 270), alors que c'est notoirement au Montreal Local Council of Women, puis à la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste que l'on a reconnu jusqu'ici ce droit d'aïnesse.

Derrière ce débat se profile en filigrane un cadre d'interprétation : celui de l'égalité-différence et la typologie des féminismes qui en est issue. Ce cadre d'analyse fausse-t-il le débat ?

Une typologie volatile : deux féminismes, deux représentations de « la » femme

Le débat porte sur le sens du féminisme historique, sur sa définition. Or, les diverses définitions avancées reposent chacune sur une définition de « la » femme (Banks 1986 : 102).

1. La formulation de cette question sous cette forme d'alternative est largement inspirée des propos de Nancy Cott dans son échange avec Karen Offen paru dans *Signs* à l'automne 1989. Voir Cott (1989a : 205).

Ainsi, aux États-Unis, on a souvent classé les discours et les stratégies de la première phase du mouvement féministe (1850-1960) selon une typologie dualiste. D'une part, il y aurait eu un féminisme égalitaire, rattaché au courant philosophique des Lumières, des droits naturels, des droits individuels, à une forme de libéralisme en fait. Ce féminisme prétendument libéral voit les femmes comme des sujets neutres d'abord, c'est-à-dire ayant une individualité propre, plutôt que comme (ou avant d'être) essentiellement mères, parties intégrantes d'une famille.

Ce large courant, aux multiples variantes, est généralement assimilationniste dans ses stratégies. Il met l'accent sur l'appartenance des femmes à la même espèce que les hommes plutôt que sur leurs différences, car celles-ci n'ont servi qu'à les murer dans une « nature » spécifique et à les exclure de la commune humanité.

D'autre part, il y aurait eu un féminisme que l'on qualifierait aujourd'hui « de la différence », et qui fut appelé tour à tour féminisme « domestique », « maternel », « familial », ou encore de la « maternité sociale », etc. Attribuant aux femmes un rôle singulier à jouer tant dans la famille que dans la société, ce féminisme voit les femmes – leurs pensées et leurs actions – comme des sujets d'abord sexués, c'est-à-dire porteuses potentielles d'enfants ayant donc en premier lieu, avant d'avoir des droits, des responsabilités et des devoirs découlant de leur place et de leur rôle assignés dans la famille.

Ce féminisme est le plus souvent protectionniste dans ses stratégies. Il met davantage l'accent sur ce qui distingue les femmes des hommes, à commencer par leur biologie, que sur leur commune humanité. On a qualifié parfois ce courant d'« inégalitaire », car son idéologie sous-tend la plupart du temps l'idée de la supériorité féminine, supériorité principalement morale (Freedman 1978).

Un cadre d'analyse déficient : égalité-différence

L'historiographie américaine oppose généralement ces deux féminismes, tout autant que les deux types de femmes qu'on leur accole. Selon les époques, les modes et les vagues, elle donne préséance à l'un sur l'autre, démontrant ainsi comment l'idéologie de chaque historien ou historienne vivant à une époque donnée, dans un contexte particulier, colore son interprétation de l'histoire du féminisme.

Ainsi, comment ne pas établir de parallèle entre le fait que l'interprétation historique des années 1960 a d'abord accordé préséance au féminisme égalitaire au moment même où l'idéologie dominante² dans le mouvement féministe de l'époque est nettement en faveur de l'élimination des distinctions opprimantes entre hommes et femmes (ou, dirions-nous aujourd'hui, l'élimination du genre comme structure sociale) ? Et, à l'inverse, comment ne pas établir de parallèle entre le fait qu'à partir du milieu de la décennie 1970, soit au moment de la montée du féminisme de la différence dans le mouvement féministe américain, caractérisé par la mise en évidence de ce qui distingue les femmes des hommes

2. L'expression idéologie dominante est ici toute relative. Située dans le contexte de l'idéologie d'un mouvement de libération, donc fort loin du pouvoir, et donc loin de dominer, il serait peut-être plus juste de la qualifier d'idéologie subordonnée au sens où Marta Harnecker l'explique (1974 : 91).

(ou la revalorisation positive du genre), la préséance est accordée au féminisme domestique dans l'histoire ?

Une telle instabilité de catégories³ témoigne certes de la fragilité de ce cadre théorique, mais elle révèle surtout à quel point ce dernier constitue un enjeu stratégique et politique : on s'en sert au gré des modes et des intérêts du moment⁴.

Nous entendons, dans les pages qui suivent, passer en revue certaines formes et variations qu'emprunte cette polémique historiographique qui a cours aux États-Unis depuis au-delà de 30 ans et étayer l'hypothèse selon laquelle celle-ci se calque toujours, à un degré ou à un autre, sur le cadre d'analyse « égalité-différence ». Nous serons ensuite amenée à poser quelques questions sur la pertinence d'une telle dichotomie pour l'appréhension du passé collectif des femmes. Par exemple : en situant le débat selon des polarités aussi extrêmes, ce cadre d'analyse ne contribuerait-il pas à le fausser ? Ne faudrait-il pas plutôt trouver des façons de concevoir autrement ces dites oppositions ?

Il est important de réfléchir à ce dilemme de la pensée et de l'action féministes, car il n'en finit plus d'orienter les analyses de la « condition » féminine (les analyses historiques ne sont, à cet égard, qu'un exemple parmi bien d'autres). Plus encore, l'empêche de penser adéquatement la citoyenneté politique des femmes (égalité formelle par rapport à égalité réelle), et c'est en cela qu'il nous intéresse.

Les dichotomies comme cadre d'analyse

Un mot d'abord sur ces dichotomies utilisées en histoire comme cadre d'interprétation du passé des femmes.

Selon Micheline Dumont, quatre problématiques ont été utilisées en histoire des femmes : l'égalité, la différence, la subordination-oppression et la libération (1986 : 74), et elle ajoute que ces concepts forment des « couples ». Quant à Gisela Bock, historienne allemande, elle avance que six dichotomies, classées en deux groupes, ont été successivement utilisées en histoire des femmes occidentales au cours des 20 dernières années. Les dichotomies nature-culture, travail-famille et privé-public forment le premier groupe. Puis, un autre groupe de dichotomies a, selon elle, émergé dans ce sillage, dichotomies qui domineraient maintenant toutes les études féministes, et non seulement l'histoire des femmes, autant en Europe qu'en Amérique. Ce sont les dichotomies sexe-genre, égalité-différence et une troisième, intégration-autonomie.

Au sujet de la dichotomie égalité-différence comme cadre d'analyse historique, Bock dit ceci : « Il semble clair que nous sommes aux prises ici avec un héritage féminin et un héritage féministe, qui doivent tous les deux être acceptés et dépassés, car on ne peut demeurer piégées dans un choix impossible (1991 : 13).

3. Sur l'instabilité des catégories dans la pensée féministe, voir Harding (1986 : 645-664).

4. Ce qui fait dire à Judith Allen : « these historiographical shifts have owed more to debates in feminist theory and politics since 1970 than to attributes inherent in the relevant historical evidence » (Allen 1990 : 4).

Certains propos de Yolande Cohen sur « l'actuel dilemme féminin-féministe et [...] son postulat principal égalité-différence, privé-public »⁵ (Cohen 1989 : 34) vont aussi en ce sens.

À notre avis, ces dichotomies font partie d'un même bloc sémantique à l'aide duquel on a appréhendé le passé du mouvement féministe américain. C'est d'ailleurs ce que nous tenterons de démontrer ci-après : la dichotomie féminin-féministe englobe aussi, *mutatis mutandis*, la dichotomie égalité-différence, privé-public, cette dernière étant elle-même une autre expression de femme-citoyen (Pateman 1988b : 11). En fait, ne s'agirait-il pas du « dilemme de Mary Woolstonecraft » (Pateman 1988a : 258) et que l'on pourrait ainsi résumer : comment être mère *et* citoyenne ? Comment faire reconnaître effectivement cette contribution unique à la société (car les femmes sont toujours assignées au travail de maternage, tout en étant de plus en plus seules à en assumer les coûts) *et* être incluse dans les « droits de l'homme » ?

C'est en ce sens que nous disons que cette dichotomie égalité-différence, ce dilemme aussi vieux que les propos de Mary Woolstonecraft, empêche encore de penser adéquatement la citoyenneté politique des femmes, et c'est en cela que la recherche d'une autre conceptualisation de ces supposées oppositions nous intéresse.

Le dilemme de Mary Woolstonecraft

La double tâche des femmes et, surtout, le contenu du travail de maternage sont loin d'être en voie de disparition si l'on considère le démantèlement des acquis sociaux au Nord et les programmes d'ajustement structurel au Sud : les stratégies néo-libérales touchent d'abord les femmes, ces « aidantes naturelles » (Therrien 1990; Guberman 1990) au Nord comme au Sud. Comme le signalait pertinemment Lucie Bélanger durant une table ronde aux *50 heures du féminisme québécois* :

les femmes font partie des stratégies d'appauvrissement. Ces politiques reposent sur la certitude que les femmes continueront quand même de se débrouiller pour pourvoir aux besoins de la famille. Elles transforment les femmes en gestionnaires de la pauvreté, mais en les dépossédant de tout pouvoir (1990 : 4).

Le sort qui attend l'immense majorité des femmes à l'ère du néo-libéralisme triomphant est loin d'être prometteur. L'autonomie économique, axée sur « notre double production sociale, le salariat et le maternage », devra nécessairement passer, selon les termes de Lucie Bélanger, par des « mesures économiques qui reconnaissent adéquatement le travail de maternage » (1990 : 5). Or, cette autonomie économique des femmes est la condition de base de l'exercice du pouvoir, de l'exercice d'une citoyenneté politique réelle.

En outre, il ne faudrait pas se méprendre sur le sens de l'entrée massive des femmes dans le salariat au cours des dernières années dans plusieurs pays. Mariarosa Dalla Costa rappelait dernièrement que ce travail à l'extérieur a pu s'exercer à deux conditions : d'abord, les femmes ont renoncé à avoir des

5. Bien que Cohen ait poussé presque jusqu'à l'absurde le rapport féminin-féministe dans son essai « *Du féminin au féminisme. L'exemple québécois* », qui constitue le chapitre 18 de Duby et Perrot (1992 : 521-537).

enfants et, ensuite, elles ont demandé « à titre gratuit ou sous-payé à d'autres femmes d'effectuer les travaux domestiques [...] établissant [ainsi] une stratification ultérieure parmi les femmes ». Selon elle, cette « contradiction du destin féminin débouchait sur la fondation d'une autre contradiction, et donc restait sans solution » (Dalla Costa 1988 : 123); ce qui n'a contribué en rien à la résolution du dilemme historique...

Toute cette question entourant le débat égalité-différence et la nécessité d'aller au-delà, en offrant une nouvelle synthèse, a été suranalysée au sein des *Women's Studies* aux États-Unis⁶, en marge notamment de l'échec de l'*Equal Rights Amendment* (ERA)⁷. Un autre éclairage, ne serait-ce que par l'énoncé de certaines conditions préalables à une nouvelle conceptualisation des oppositions égalité-différence, nous semble donc opportun.

L'historiographie de la première phase du mouvement féministe nous est apparue, à cet égard, comme une occasion intéressante d'analyser ce dilemme égalité-différence puisqu'il constitue encore un cadre d'interprétation du passé du mouvement féministe américain.

L'historiographie américaine est ici choisie comme matériau d'analyse parce qu'elle est franchement incontournable, tant par l'abondance des recherches et des publications sur la première phase du mouvement féministe que par la prétention universalisante de ses conclusions sur la typologie (dualiste) des féminismes : elle s'appliquerait à tout le féminisme occidental, quand ce n'est pas mondial (Allen 1990 : 18) ! Cette typologie a aussi servi de phare à l'analyse du féminisme canadien-anglais (Kealey 1979) et québécois (Lavigne et Pinard 1977 et 1983; Clio 1982).

Voyons donc comment on peut retrouver la dichotomie et ses variantes dans l'historiographie de la première phase (1848-1960)⁸ du mouvement féministe américain, cette historiographie qui s'est écrite au moment du déploiement de la deuxième phase du mouvement, soit depuis les années 1960.

Glorieuses ou misérables ?

Nous avons dit que la querelle historiographique sur le sens du féminisme historique avait cours depuis au moins 30 ans aux États-Unis. En fait, on peut remonter encore plus loin dans le temps, au moins jusqu'à Mary Beard, cette historienne qui, en 1946, publie un essai dont le titre contient toute l'intention : *Woman as a Force in History*. En remettant ainsi en question l'interprétation dominante en histoire des femmes, notamment depuis la parution

6. Une nouvelle anthologie a été publiée aux États-Unis. Il s'agit de l'ouvrage de Bock et James (1992).

7. Voir à ce sujet Mansbridge (1986).

8. Par première phase, nous entendons cette vaste période qui se situe de 1848 (soit la date charnière de la fondation du féminisme en mouvement qu'est la Seneca Falls Convention) jusqu'au début des années 1960.

de *History of Woman Suffrage*⁹, selon laquelle les femmes avaient fait l'objet d'une oppression séculaire, l'essai de Mary Beard posait en fait toute la question de l'histoire des femmes : s'agit-il de faire l'histoire du féminin ou l'histoire du féminisme ? Doit-elle porter sur les gestes posés par les femmes sur la scène publique pour se sortir de leur sujétion séculaire et parvenir à une égalité semblable à celle qui est accessible aux hommes ou sur les efforts généraux qu'elles ont déployés tout au cours de l'histoire dans leur mission « civilisatrice » ?

En filigrane de son essai, on peut déceler un cadre d'analyse précis, soit la dichotomie égalité-différence et l'irruption sur la scène de l'histoire des femmes d'une question épistémologique des sciences sociales : quelle est la marge de manœuvre, le « pouvoir » des dominé-e-s par rapport aux structures de domination ? Les femmes sont-elles des victimes ou des actrices sociales au plein sens du terme ?

La dichotomie égalité-différence se retrouve par la suite dans au moins deux ouvrages qui ont marqué la décennie historiographique américaine des années 1960, soit celui d'Aileen Kraditor (1965) et celui de William O'Neil (1969) qui, sur les traces d'Eleanor Flexner (1959), ont scruté l'activité publique des féministes américaines du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. Comme ces analystes avaient choisi d'étudier l'activité politique des féministes, on les a (abusivement) identifiées au *women's rights framework* (Lerner 1979b), le schéma d'interprétation contre lequel s'était justement élevé Mary Beard en 1946.

La « sphère féminine » revue et corrigée

Gerda Lerner (1979a : XXV) exprime bien l'étouffement grandissant que ressentent de plus en plus d'historiennes à l'intérieur du carcan du *women's rights framework* :

Dans la foulée de Mary Beard, je soutiens que l'idée de l'oppression des femmes, qui est sans contredit un fait historique bien réel, est cependant d'une utilité toute relative dans une enquête historique. Plus importantes encore les questions suivantes se révèlent-elles : que faisaient les femmes ? Comment le faisaient-elles ? Comment comprenaient-elles leur place dans le monde ?

Le vécu historique des femmes n'est pas, dans cette optique, entièrement conditionné par cette réalité de l'oppression. L'histoire du féminin devient alors l'objet d'étude privilégié en histoire des femmes. Place à l'action des femmes dans leur sphère, alors qu'est mise en veilleuse leur subordination.

On assiste donc, à partir de 1975 aux États-Unis, à une révision complète de la sphère féminine. Le concept de culture féminine domine cette

9. Il s'agit d'une histoire en six volumes de la bataille en faveur de l'obtention du droit de vote des femmes aux États-Unis écrite par un collectif de militantes (voir Anthony, Cady Stanton et Gage 1881, 1886; Anthony et Harper 1886; Harper 1922). Ces auteures ont établi les fondations de ce qui fut qualifié plus tard de *master narrative* en histoire des femmes, selon lequel cette histoire est celle de leur oppression et celle de leurs luttes pour s'en libérer. Ce courant fut connu sous le nom de *women's rights framework*.

réinterprétation et transforme la dichotomie égalité-différence. Dès lors, on oppose « culture » féminine à « politique » féministe (à action politique en fait), pour reprendre les deux termes d'un colloque américain sur le sujet.

Ces distinctions entre approche culturelle et approche politique chez les historiennes des femmes ne sont évidemment pas étrangères au débat plus large qui oppose histoire sociale et histoire politique, débat qui a cours à ce moment-là dans la communauté scientifique.

Carroll Smith-Rosenberg a bien articulé l'optique de cette nouvelle histoire des femmes qu'elle oppose à la traditionnelle, celle qu'elle qualifie de « politically oriented ». Puisque les mouvements suffragiste et féministe nous renseignent en fait très peu sur la vie de la grande masse des femmes, la nouvelle histoire des femmes doit dorénavant se tourner vers le privé, c'est-à-dire « la maisonnée, la famille, le lit, la nurserie et les systèmes de parenté », et centrer ses recherches sur ce qu'elle désigne (bizarrement) comme « non politique », à savoir « les écoles, les usines, les églises et les mouvements de renouveau religieux, les hôpitaux, les prisons et les bordels » (Smith-Rosenberg 1975b : 185).

À l'instar de Mary Beard, elle s'insurge contre cette idée qui fait des femmes des victimes passives de leur socialisation :

Si nous considérons les femmes uniquement comme des victimes, on n'arrive pas à expliquer pourquoi un si petit nombre d'entre elles ont ouvertement critiqué l'étrécissement de leur rôle. On n'arrive pas, non plus, à trouver où elles ont puisé les forces qui ont rendu possible leur survie dans une culture restrictive. Nous devons plutôt recueillir leur correspondance et journaux intimes pour découvrir les sources de leurs forces, de leurs satisfactions personnelles et du développement de leur ego.

Smith-Rosenberg 1975a : 194¹⁰

C'est ce à quoi elle s'emploie dans un essai qui deviendra la pièce maîtresse de ce renouveau historiographique, « *The Female World of Love and Ritual* », publié en 1975 (Smith-Rosenberg 1975a). La révision qu'elle opère est de trois ordres (Sicherman 1975 : 472) : 1) la séparation des sphères masculine et féminine ne signifie pas, pour les femmes, subordination; 2) des liens d'amitié féminine très intenses côtoient les réseaux familiaux; 3) la morale victorienne est beaucoup plus sévère envers les attirances hétérosexuelles qu'elle ne l'est envers les liens « homosociaux », puisqu'elle permet, voire encourage, l'existence de ces relations très intimes entre femmes.

L'influence de cet essai sur l'historiographie américaine est décisive. Le nombre de thèses et d'articles en histoire des femmes consacrés aux multiples aspects de la vie privée féminine, du « féminin », connaît dès lors un essor sans précédent, marginalisant du fait même tout le secteur de l'histoire du féminisme,

10. On croirait, dans cette phrase, entendre Mary Beard en 1946 critiquant l'optique des militantes historiennes auteures de *The History of Woman Suffrage* : « At such times and places, they represented woman as rightless in a long history and passive in that condition. Yet at other times and places, confronted with the question as to how a creature who had been nothing or nearly nothing in all history could suddenly, if ever, become something – something like a man, his equal – a few leaders in the woman movement used history to show what force woman had displayed in history. This contradiction is manifest in the volumes of the huge *History of Woman Suffrage* » (Beard 1967 : 156).

ou plutôt de ce qui est appelé aux États-Unis les *women's politics* (Smith 1985 : 273).

La culture féminine : prison ou lieu de pouvoir des femmes ?

De ce foisonnement de recherches sur la culture féminine *wasp* de la domesticité au tournant du XIX^e siècle surgit, à l'intérieur même de cette approche culturelle, un débat où on peut encore discerner la dichotomie égalité-différence.

L'essai de Nancy Cott, *The Bonds of Womanhood* (1977) retrace bien les contours de ce débat : quelle signification doit-on donner à ce monde féminin qui se déploie dans la sphère féminine ? Est-ce un lieu d'union et de solidarité entre femmes, un lieu de pouvoir, comme le suggère Carroll Smith-Rosenberg, ou une prison où les femmes sont en otage ?

Pour Nancy Cott, qui étudie aussi les archives personnelles de femmes de la classe moyenne de la Nouvelle-Angleterre, cette sphère féminine a les défauts de ses vertus : en ouvrant certaines avenues aux femmes comme telles, elle en « barricade » toutes les autres. En ce sens, les *bonds of womanhood* comportent bien les deux significations : à la fois liens de solidarité avec d'autres femmes (et donc possibilité de pouvoir), mais aussi (et c'est le second sens de *bonds*) chaînes d'esclavage, les femmes se retrouvant, entre elles, otages dans le ghetto de la sphère privée.

Nancy Cott prend toutefois bien soin de noter que les femmes du siècle dernier ne percevaient pas, comme celles d'aujourd'hui, de contradictions entre les obligations des femmes dans la sphère domestique et leur progrès général. On tient alors en haute estime tout le domaine de la maison et de la famille; et c'est précisément à cause de cela que l'on exige que transparaissent ces préoccupations dans la sphère publique, par la présence des femmes.

Cette idée, qui commence à poindre en 1975 et en 1980, selon laquelle les deux sphères ne peuvent être étudiées séparément, ou être considérées *a priori* comme en conflit, a donné lieu à des considérations intéressantes qui enrichissent le débat. Mentionnons ici l'apport de Mary P. Ryan et celui de Joan Kelly.

Passant en revue dix ans d'historiographie des femmes dans la « captivité domestique » (1972-1982), Mary Ryan met en évidence une des faiblesses principales de ce type de recherches centrées sur la sphère féminine : « son étroite concentration sur la femme à la fois comme contexte et comme sujet de l'histoire », due en grande partie aux sources utilisées, à savoir la correspondance entre les femmes de la famille. Pour Mary Ryan, cela entraîne une distorsion d'interprétation, puisqu'une telle correspondance entre époux et épouse qui cohabitent n'existe généralement pas. Avec pour résultat qu'un glissement s'effectue : « La famille devient la sphère féminine uniquement, alors qu'en fait elle repose sur le lien hétérosexuel entre mari et femme » (Ryan 1985 : 8).

La structure fondamentale de la famille est tissée de relations hétérosexuelles et hétérosociales. Selon Mary Ryan, ignorer ces liens maritaux, c'est passer à côté de la critique de ce que Kate Millet appelait la *sexual politics*.

Pour Joan Kelly, la notion de culture féminine sous-tend la séparation des deux sphères, alors qu'il s'agit plutôt – s'il faut employer ce terme – de sphères « sociosexuées ». En fait, à ses yeux, il n'y a pas là deux sphères de la réalité

sociale, mais deux types de relations sociales, les deux sphères ne décrivant pas tant la réalité qu'elles ne la représentent idéologiquement (Kelly 1984 : 56, 59). Cette historienne disparut trop tôt pour poursuivre cette intéressante piste de recherche.

Féminin, féministe : quels rapports ?

La décennie 1980 s'ouvre sur un colloque qui cristallise le débat en même temps qu'il l'enrichit. Le colloque « Culture vs Politics » se calque, avons-nous dit, sur la dichotomie égalité-différence.

Comment le féminisme entre-t-il en conflit avec la « culture » féminine, en même temps qu'il a pu s'y développer ?, demande Ellen DuBois (1980 : 30). À quoi Gerda Lerner (1980 : 52) répond en rectifiant ainsi la question à poser : « L'idéologie féministe du mouvement en faveur des droits des femmes au siècle dernier était-elle en conflit avec le concept de culture féminine ? »

Selon Carroll Smith-Rosenberg, la question à poser n'est pas tant centrée sur la relation de la culture féminine au féminisme que sur la relation du féminisme à l'existence d'un monde féminin : le féminisme, se demande-t-elle, peut-il se développer hors d'un monde féminin ?

Gerda Lerner tentera, devant cette grande confusion des niveaux d'analyse sur la question à poser, de préciser le concept de « culture féminine » en le dissociant de celui de « sphère féminine ». Il ne faut pas confondre les deux, dit-elle : ce dernier est *male defined*, c'est-à-dire qu'il relève d'une définition imposée par les hommes, alors que le concept de culture féminine est *women defined*, défini par les femmes. L'un serait oppressif, l'autre libérateur. Gerda Lerner en appelle donc à une politisation de la culture féminine (Vogel 1991 : 95).

Comme le remarque Linda Kerber (1988 : 16), toute la phraséologie entourant les sphères séparées est en fait très peu rigoureuse et largement métaphorique : « Lorsque la métaphore des sphères séparées est utilisée, les historiens et historiennes, le plus souvent, réfèrent indifféremment à une idéologie imposée aux femmes et à une culture créée par les femmes ».

Deux contributions importantes de ce colloque élargissent le débat : celle de Mari Jo Buhle, qui propose de scruter davantage d'autres organisations que celles du suffrage, plus particulièrement celles qui se situent dans le droit fil de la sphère féminine. L'autre contribution, celle de Temma Kaplan, incite à étudier d'autres types de mobilisations féminines, d'autres types de conscience féminine : celles qu'elle qualifie de *female consciousness* qui émergent des mobilisations liées aux obligations des femmes de nourrir et d'assurer la survie de leur famille. Jusqu'à tout récemment, il s'agissait là, dit-elle, du type d'actions privilégiées par les femmes des classes ouvrière et populaire et les paysannes du monde entier. Selon Kaplan, le thème même du colloque minimise les facteurs « classes » et « races » dans la conscience et l'action des femmes.

Dans la production historiographique américaine des années 1980 à 1985, d'autres thèmes de recherches offrent l'occasion de retrouver la dichotomie égalité-différence. Si l'historiographie des années 1975-1980 peut être caractérisée par une nouvelle lecture de la sphère féminine, on peut avancer que la décennie suivante débute sous le signe d'une autre révision, cette fois de la moralité victorienne, telle qu'elle avait été comprise jusqu'alors.

La moralité victorienne revue et corrigée

De nouvelles interprétations sont en effet avancées à la faveur d'un scepticisme grandissant dans le mouvement des femmes de la fin des années 1970 relativement à la prétendue révolution sexuelle et aux bénéfices que les femmes peuvent en tirer (Allen 1990 : 7)¹¹.

Cette remise en question de la révolution sexuelle des années 1970 incite les historiennes américaines à voir autrement les batailles des féministes du tournant du siècle autour des réformes de la moralité, de l'abstinence, du double standard sexuel, de la tempérance et des abus sexuels. C'est là une première direction prise par l'historiographie : puritanisme sexuel ou procès des mœurs masculines ? Voilà un premier axe de questionnement de cette moralité victorienne.

C'est dans cet espace créé par des recherches sur la remise en question des mœurs masculines dans l'histoire que des études sur les relations entre femmes, d'une part, et entre elles et le féminisme, d'autre part, ont pu obtenir droit de cité : le mouvement lesbien, qui prend corps dans les années 1970 voit, durant la décennie historiographique 1980, son ancrage historique mis au jour, étayé et enrichi. Telle est la deuxième direction qu'emprunte l'historiographie de la révision de la moralité victorienne durant la décennie 1980. On découvre une longue tradition d'« homosocialité » (homosexualité ?) féminine.

Cette réévaluation historique de la moralité victorienne connaît une évolution fracassante dans le mouvement féministe américain, en marge du débat sur la sexualité-pornographie, surtout vers 1983-1984.

Plaisir-violence, colonisation-répression, vierge-putain, posent les termes de cette nouvelle polarisation du débat. Suscité par la lutte autour de la pornographie, il a des répercussions sur les recherches historiques. Et voilà tracée une troisième direction que prend l'historiographie durant cette période : la lutte autour de la pornographie devient le catalyseur du débat sur la sexualité féminine dans l'histoire.

Ces nouveaux axes de recherche, autour de la révision de la moralité victorienne, comportent tous des polarisations de débat à l'intérieur de chacun d'entre eux. Il serait faux de dire qu'ils se calquent trait pour trait sur la dichotomie égalité-différence, mais ils ne nous en mènent pas moins tout droit à ce débat. On assiste plutôt à une transformation du canevas de la même dichotomie.

Vice ou vertu ?

Dès le début des années 1970, Carroll Smith-Rosenberg pose la question des mœurs sexuelles masculines en ces termes : « On peut difficilement dire que la recommandation du suffrage féminin était plus radicale que cette attaque contre le double standard sexuel de la part du mouvement de la réforme de la moralité » (1971 : 584).

Taxées dans un premier temps de pudibonderie et de bigoterie, les militantes des réformes de la moralité et de la tempérance sont peu à peu vues

11. Ellen DuBois signalera aussi l'influence de Michel Foucault et son histoire de la sexualité (*La volonté de savoir*), de même que celle des mouvements homosexuels dans cette entreprise de révision de la moralité victorienne (DuBois 1982 : 149).

d'un autre œil : leur combat devient un assaut contre les mœurs masculines qui oppriment les femmes et les enfants (alcoolisme, violence envers les femmes et les enfants, traite des blanches, prostitution, etc.)¹².

Cette entreprise de réévaluation des luttes des réformatrices de la moralité victorienne comporte l'idée fondamentale que les femmes sont sexuellement subordonnées aux hommes; elles ont été historiquement des victimes de la sexualité « débridée » des hommes, des victimes de l'hétérosexualité.

À la faveur du débat sur la pornographie aux États-Unis, d'autres analyses sont venues contrer celles qui « victimisent » les femmes, créant ainsi la polarisation propre à ce champ de recherche des années 1980 (Russo 1987) : les femmes ont-elles été, à proprement parler, « victimisées » ou encore colonisées sexuellement par les hommes ? N'ont-elles pas plutôt été réprimées, brimées et inhibées dans toute l'étendue de leur sexualité, une sexualité à la recherche d'une définition autonome et d'une libération ? Les femmes sont-elles des vierges ou des putains ? Voilà un exemple de vocables employés pour qualifier l'autre dans la controverse entre les féministes contre la pornographie (*anti-porn feminists*) et les féministes contre les positions des anti-porno (*anti-anti-porn feminists*)¹³.

Le débat autour de la pornographie donnera lieu à un nouveau renversement de perspectives sur le jugement à porter à l'endroit des militantes des réformes morales (DuBois et Gordon 1984; Walkowitz 1983, par exemple). Le clivage opéré au sein des courants féministes historiques, dans leur approche respective de la sexualité, est encore une fois dichotomique : le *woman's movement* du XIX^e siècle fut largement anti-sexe, mettant l'accent sur les dangers de la sexualité (l'hétérosexualité en fait), alors qu'une poignée de féministes fut pro-sexe, surtout à partir du début du XX^e siècle, insistant plutôt sur le plaisir possible à travers les relations hétérosexuelles.

Plaisir-danger (DuBois et Gordon), pro-sexe/anti-sexe, vice-vertu (Walkowitz), nous voilà au cœur d'un des méandres du débat égalité-différence. Les mêmes clivages séparation-intégration au monde des hommes, ou protection-assimilation, propres aux dichotomies privé-public et égalité-différence, sont en effet encore présents dans cette appréhension du passé du mouvement des femmes.

Dans ce sillage apparaît une autre dichotomie, celle-là même qui fut énoncée à l'occasion de la polémique sur l'histoire des femmes engagée par Mary Beard en 1946, à savoir la dichotomie victime-actrice sociale. Nous l'avions alors qualifiée de question épistémologique des sciences sociales en général. Cette question de l'assujettissement-pouvoir des femmes s'est aussi retrouvée,

12. D'autres recherches pionnières d'avant 1980 se situent dans cette lignée. Mentionnons Gordon (1974, 1976), Cott (1978) et Walkowitz & Walkowitz (1974).

13. L'anthologie *Take Back the Night* (Laura Lederer), traduite aux Éditions du Remue-ménage de Montréal sous le titre *L'envers de la nuit. Les femmes contre la pornographie* (1982), exprime bien la position des féministes contre la pornographie. Deux autres anthologies de textes font largement état des réactions à ce type d'argumentation sous-entendant la dichotomie *women-as-victims/men-as-corruptors*. Voir Vance (1984) et Snitow (1983). Pour une interprétation de ces deux positions, voir Russo (1987).

on s'en souvient, dans la polémique historiographique des années 1970 centrée sur la culture féminine par opposition à l'action politique féministe.

Linda Gordon voit d'ailleurs une coïncidence dans ces deux dernières paires de dichotomies, du moins dans les critiques que les tenantes des deux camps se font respectivement, les partisans de l'histoire politique reprochant aux adeptes d'une histoire sociale de nier l'oppression, alors que ces dernières accusent celles de l'histoire politique de passer à côté des sources de l'autonomie de la culture populaire et/ou de la culture féminine (Gordon 1986 : 24).

À l'égard des interprétations des ethnologues sur le pouvoir des femmes, Nicole-Claude Mathieu avait déjà formulé le même reproche que celui des tenantes de l'approche politique à l'encontre des culturelles : la surestimation du poids des femmes dans l'organisation sociale, et la sous-estimation de leur oppression (1985 : 7). Huguette Dagenais avait aussi adressé le même reproche aux théories du matriarcat : on confond souvent pouvoir des femmes avec stratégies de survie (1987 : 38).

L'anthropologue Louise Tassé, pour sa part, a spécifié qu'en dehors d'une analyse replaçant le rôle social des femmes à l'intérieur du système social des sexes en vigueur, le dit pouvoir des femmes ne serait qu'une idéologie, c'est-à-dire une « représentation du rapport imaginaire des femmes mariées à leurs conditions réelles d'existence dans les structures de pouvoir » (1983 : 99).

Cette question épistémologique en filigrane de la dichotomie domination-résistance ou victime-actrice sociale, est donc une question centrale dans toutes les sciences sociales. Il est permis de douter qu'une telle polarisation des femmes puisse aider à la compréhension de leur passé.

« Homosocialité » ou homosexualité ?

La révision, aux États-Unis, de l'interprétation de la moralité victorienne a généré, surtout après 1980, un nouvel axe de questionnement qui met en évidence une longue tradition d'amitiés féminines sentimentales, une tradition d'« homosocialité » féminine. « Homosocialité » ou homosexualité féminine ?

D'après Marta Vicinus (Vicinus 1982 : 147), l'historiographie lesbienne américaine est hantée par une question de définition (qu'est-ce que le lesbianisme historiquement ?), qui se double de celle de la périodisation (comment et quand les femmes en sont-elles venues à s'identifier comme lesbiennes, plutôt que comme amies d'une femme ?)¹⁴.

Deux perspectives de réponses à ces questions traversent l'historiographie lesbienne, constituant ainsi sa polarisation propre. Tout d'abord un premier pôle, ou type de réponse, avance l'existence à travers l'histoire, d'un monde d'amitiés féminines sentimentales. Il s'agit d'une définition large du lesbianisme, où les amitiés féminines sont envisagées sans égard à leur composante sexuelle. Les années 1750-1910 sont propices à cette désignation.

14 Voici comment Marta Vicinus (1982 : 147) expose ces questionnements des historiennes du lesbianisme : « What changes do we find in women's friendships over time? How and when did women come to identify themselves as lesbians rather than as women friends? What are the roots of the lesbian community before the 1920s? What about women's friendships before circa 1750? And most importantly, how do women's friendships fit into the history of women and of sexuality ? »

Un second pôle avance plutôt l'idée de l'existence d'une sous-culture lesbienne consciente. Il s'agit donc d'une définition plus étroite du lesbianisme, phénomène étudié davantage après 1910 aux États-Unis, soit au moment, dit Marta Vicinus, « où le lesbianisme signifie clairement le contact sexuel. Les chercheuses se sont concentrées sur la sous-culture lesbienne de Paris et Berlin durant l'entre-deux-guerres et sur la culture de bar des années 1940-1950 » (1982 : 148).

Ces deux perspectives correspondent d'ailleurs à deux courants actuellement présents dans la théorisation du lesbianisme. Line Chamberland (1989 : 138-139) parle d'une part de « continuum féminin » (« les analyses qui font ressortir la continuité entre lesbiennes et hétérosexuelles dans leur résistance au patriarcat »), et de « maronnage » (les analyses qui mettent en évidence que « les lesbiennes sont des maronnes, des femmes qui fuient les maîtres et tourment le dos à leur condition de servantes »).

La ressemblance des axes de questionnement dominant l'historiographie lesbienne et ceux de l'historiographie du mouvement féministe en général aux États-Unis est frappante. Les deux sont en effet hantées par une question d'objet, une question de définition du champ d'analyse (qu'est-ce que le lesbianisme, dans un cas, et qu'est-ce que le féminisme, dans l'autre). Et dans les deux cas, les réponses sont de deux types : une définition inclusive, large, du phénomène ou encore une définition exclusive, plus étroite, donc plus spécifique du même phénomène. La dichotomie histoire des femmes-histoire du féminisme, rencontrée dès 1946 dans la polémique enclenchée par Mary Beard, rend compte de ce dilemme dans l'historiographie du mouvement féministe.

La dimension politique du débat égalité-différence

Mais c'est sûrement en 1986, à l'occasion du dénouement du procès civil *Sears, Roebuck and Co.* que l'on a pu voir à l'œuvre toute la dimension politique du débat historique égalité-différence, et surtout les dangers qu'une telle polarisation des femmes peut comporter¹⁵.

Fait sans précédent, deux historiennes furent amenées à la barre comme témoins expertes sur une question d'interprétation historique : l'absence des femmes dans les postes de direction et de vendeurs à commission, chez Sears, Roebuck and Co. (*la plus grande entreprise de vente au détail au monde et le plus gros employeur de femmes aux États-Unis*) est-elle le fruit d'une discrimination de la part de la compagnie, ou la conséquence d'un désintérêt de la part des femmes elles-mêmes envers ces postes rémunérateurs?

L'Equal Employment Opportunity Commission (la partie plaignante) et sa témoin experte, l'historienne Alice Kessler-Harris, plaidèrent la discrimination, alors que la compagnie Sears et sa témoin experte, l'historienne Rosalind Rosenberg, ont prétendu qu'il s'agissait plutôt d'un choix conscient de la part des femmes, choix posé en raison de leur socialisation différente.

15. Une bibliographie imposante existe autour de ce procès. Voir celle qui se trouve à la fin de l'article de Dumont (1991), article qui ouvre le dossier spécial de ce numéro de la revue intitulé « L'expertise féministe au tribunal ». D'excellentes réflexions éthiques sont émises au sujet de cette pratique qui se répand au Québec.

La compagnie Sears gagna le procès, dont l'essentiel des témoignages des historiennes porta sur le rôle de l'idéologie dans le choix de carrière des femmes. C'est l'argumentation de Rosalind Rosenberg, basée sur « la différence féminine », qui retint l'attention du juge. Selon l'historienne Elisabeth Fox-Genovese, c'est là l'aboutissement logique du concept de culture féminine et de ses prémisses concernant « la différence » (1991 : 200), avec lequel les historiennes féministes, y compris les féministes socialistes, jonglent depuis au-delà d'une décennie.

Toute la dimension politique et les enjeux stratégiques gravitant autour du concept de différence et de culture féminine éclatèrent en plein jour à l'issue de ce procès qui signifia aussi que la compagnie Sears, en le gagnant, n'était aucunement tenue d'offrir de meilleurs programmes d'accès à l'égalité pour les femmes.

À la suite de ce procès, certaines historiennes féministes socialistes qui avaient, selon les mots d'Elisabeth Fox-Genovese, « flirté » longuement avec le concept de culture féminine, emprunteront des voies d'approches destinées à éviter le plus possible les pièges de l'essentialisation des femmes, inhérents à toute généralisation du concept de culture féminine et de différence.

Ces nouvelles approches peuvent être décelées dans deux directions que prend la recherche historique au tournant de la décennie 1990 : d'une part, l'approche poststructuraliste, avec sa démarche de « déconstruction » de la différence et son pluralisme (par exemple, Scott 1988), et, de l'autre, l'approche multiculturelle, qui vise la prise en considération de la diversité des expériences de vie (DuBois et Ruiz 1990), une direction déjà esquissée, puis étayée par Gerda Lerner et par des historiennes afro-américaines.

Ces orientations donnent lieu à l'éclatement du concept unifié de féminité et de culture féminine de la part de certaines historiennes étudiant la première phase du mouvement féministe, notamment Nancy Cott (1987).

C'est à une nouvelle reconstruction du passé du mouvement féministe américain que s'emploie Nancy Cott, précisément celui des années 1910-1940, soit au plus fort de la mobilisation en faveur du suffrage jusqu'à la division du mouvement américain sur l'opportunité d'un ERA.

Selon elle, l'année 1910 marque surtout le moment où le mot « féminisme » est popularisé aux États-Unis. C'est là un fait capital, allègue-t-elle. Il signifie la fin d'un consensus, celui qui avait présidé jusque-là au *Woman's Movement* du XIX^e siècle, et à l'entente de base sur la notion d'intérêts des femmes. A partir de 1910, le singulier de « femme » sonne désormais comme non grammatical, nous dit-elle, tout comme apparaît dissonante toute définition uniforme de cette même femme.

Cette réalité deviendra de plus en plus apparente après l'obtention du suffrage, période qui marque, non pas le déclin du féminisme aux États-Unis, mais bien la naissance du féminisme moderne où le consensus sur la « cause » des femmes fait place à l'hétérogénéité et aux loyautés politiques diverses des femmes. Les conflits autour de la signification de l'égalité et des lois les plus appropriées (la controverse en marge de l'ERA) témoignent, entre autres, du fait que la dimension « classe sociale » traverse celle du genre.

Karen Offen et la résurgence du dualisme égalité-différence

Est-ce à dire que le courant « culture » chez les historiennes américaines du mouvement féministe tombe en désuétude à l'issue de l'affaire Sears ? Non. En 1988, Karen Offen présente sa large fresque du féminisme occidental (principalement européen), première phase, où réapparaissent à peu près intactes les prémisses du courant « culture » dans son cadre d'interprétation, de même qu'un dualisme dans la typologie des féminismes : « il y a deux, et seulement deux, catégories de féminismes, et non plusieurs variétés ou plusieurs degrés » (1989a : 10). Elle range ces deux catégories de féminismes sous les appellations de féminisme « individualiste » et de féminisme « relationnel » (qualificatif qu'elle préfère désormais à « familial » qu'elle employait jusqu'alors).

Malgré les objections qu'elle émet à ce sujet (Offen 1989b : 201), il s'agit bel et bien toujours de cette bonne vieille dichotomie égalité-différence derrière cette typologie dualiste des féministes relationnelles et individualistes. Le fait que l'on puisse retrouver, chez une même personne ou dans un même groupe, l'utilisation simultanée des deux types d'argumentation ne remet pas en question, pour Offen, le dualisme rigide de sa typologie des féminismes. Ce n'est au plus, selon elle, « qu'un effet de cette incapacité assez banale chez l'homme de faire un choix entre deux possibles » (Offen 1989a : 10).

Dans l'échange d'idées avec Nancy Cott (1989a), Offen (1989b : 206) établit deux catégories d'historiennes du féminisme : les *includes* (ce qu'elle est) et les *excludes* (ce que Cott est), soit celles qui adoptent une définition large du féminisme et celles qui en donnent une définition plus spécifique, voire étroite.

Nancy Cott s'oppose à une définition aussi large du féminisme (comme le sous-tend le terme parapluie de « féminisme relationnel »), préférant, en lieu et place, trouver de nouveaux qualificatifs pour désigner la variété des types de pensées et d'actions féminines, dont le féminisme ne serait qu'une variante. Elle critique également l'expression *social feminism* et plaide en faveur de l'expansion du vocabulaire employé en histoire des femmes. Elle avoue que cette tendance à qualifier toute activité publique des femmes de féministe ressemble fort à cette autre tentative de traiter toutes les femmes comme étant « le sexe » (Cott 1989b : 829). Cott déplore la pauvreté des concepts et des notions avancés pour qualifier l'activité publique des femmes et leurs diverses protestations contre la domination des hommes, surtout lorsqu'on considère la variété et la richesse de ceux qui qualifient la pensée et l'agir des hommes dans l'histoire.

L'élargissement de notre vocabulaire est d'autant plus urgent, selon elle, qu'un nombre considérable d'études historiques démontrent maintenant la diversité des luttes des femmes, de même que la richesse de leur protestation historique dans ses multiples aspects contradictoires. Au sujet des classifications dichotomiques, elle affirme qu'une classification dualiste est impuissante à expliquer les divers camps d'une controverse donnée : on passe alors à côté du fait que les féministes ont d'autres points de vue et d'autres loyautés politiques en marge de leur féminisme, et que l'idéologie féministe est en interaction constante avec la politique ambiante et les courants d'idées en présence.

L'impasse du cadre d'analyse égalité-différence

Il y aurait enfin beaucoup à dire sur la présence du cadre d'interprétation égalité-différence dans les études historiques touchant le militantisme féminin de

la période postsuffrage aux États-Unis. Jusqu'à ces dernières années, c'est même la dichotomie utilisée le plus fréquemment pour analyser la bataille autour de l'ERA de 1920 à 1960. Les pro-ERA étaient les égalitaristes à tout crin, et les anti-ERA étaient les féministes « sociales » (*welfare feminists*) (Banks 1986), moins féministes car d'abord préoccupées par les réformes sociales destinées à venir en aide aux personnes déshéritées. Ce cadre d'analyse des militantismes de l'époque pré- et post-suffrage est remis en cause à mesure que des recherches de plus en plus nombreuses affinent les problématiques. Pourquoi ?

Parmi les raisons invoquées, signalons le « choix impossible » entre l'égalité et la différence (Scott 1988 : 172; Collectif 1984 : II-12). Voici comment certaines l'ont énoncé. Il consisterait en fait à effectuer un choix entre, par exemple, « la liberté ou la famille » (Offen 1987 : 337), entre les « droits » et les « devoirs » des femmes (Banks 1986 : 102), entre être « un individu ou un sexe », comme le disait Monique Bécard, cette grande réformatrice de l'enseignement des femmes dans les années 1950 (citée dans Ferretti 1986 : 164). Comment être à la fois mère et citoyenne, s'était demandé en substance Mary Woolstonecraft en 1792 (1975 : 145) ? « Comment vivre en tant que « femmes » et en tant que « Soi » ? », s'interroge aussi Nicole-Claude Mathieu, reconnaissant que c'est là en fait le « grave problème d'identité » qui se pose aux femmes (1977 : 61). À cela, Mary Beard avait déjà répondu en son temps que « la femme ne peut éviter d'être femme, quoiqu'elle fasse » (citée dans Cott 1987 : 5).

Or les recherches récentes qui remettent en question cette dichotomie tendent à démontrer que l'on ne peut faire ce type de choix pour la raison bien simple que les femmes sont à la fois *et* un individu *et* un sexe, elles sont *et* assignées au maternage *et* travailleuses, etc.

C'est ainsi, disent des historiennes, que les militantes ont souvent invoqué en même temps les deux types d'argumentation égalité/différence, utilisant ainsi un habile stratagème pour gagner leurs causes. Elles se servent de l'idéologie de la différence pour justifier leurs actions dans la sphère publique. Les études qui vont en ce sens commencent à être légion (Gorham 1976 : 25; Lavigne et Pinard 1977 : 13; Kraditor 1981; Fraisse 1984 : 384; Cott 1987 : 19-20; Danylewycz 1988; Lévesque 1989 : 57; Cliche 1989 : 115; Lewis 1992 : 59-60; Sarvesy 1992, etc.).

Une des grandes difficultés de toute cette question tient au fait que nous sommes dans le domaine de l'histoire des idées. Parlant de cette façon d'aborder l'histoire des femmes, par l'histoire des idées, Micheline Dumont se demandait :

d'une part, ces théories, ces idées que l'on dissèque, que l'on analyse, jusqu'à quel point recouvrent-elles la réalité ? Et, d'autre part, ces idées que l'on « sémiotise », ou que l'on évalue, à quel point peut-on les assimiler au comportement de toutes les femmes sans distinction de classes ? Certes, l'histoire des idées nous en a appris beaucoup sur le passé collectif des femmes, mais les méthodologies ont encore besoin d'être sérieusement raffinées pour rattacher les idéologies à la réalité quotidienne.

Dumont-Johnson 1981 : 59

Cette historienne met le doigt sur le grand défaut de la dichotomie égalité-différence : c'est une idéologie. Et comme toute idéologie, elle fait écran à l'appréhension de la réalité, et cela à plusieurs titres : en premier lieu sur le chapitre des classes sociales.

C'est aussi l'avis de quelques chercheuses, dont Ann Snitow, pour qui ce débat « masque la lutte de classes qui a modelé le développement de l'argumentation » (1990 : 25). Cette dichotomie/idéologie égalité-différence agit toutefois comme écran à un autre titre.

En attirant l'attention sur ces choix à faire entre deux stratégies possibles, celles de l'égalité ou de la différence, ce discours cache les relations de pouvoir et les inégalités sociales qui gouvernent et étayent ces choix (Lewis 1992 : 60). Selon Linda Gordon, les différentes formulations de ce dilemme semblent bien en deça de la vieille critique marxiste de l'égalité formelle (du droit bourgeois) par opposition à l'égalité réelle, critique que nous épargne le débat égalité-différence qui coupe totalement des discussions sur le pouvoir (Gordon 1991 : 99). Ce débat éloigne surtout, à notre avis, de l'analyse des *rapports* de pouvoir hommes-femmes responsables de l'inégalité, de la hiérarchie et de la différence entre les deux sexes.

Cette critique rejoint celles qui ont déjà été formulées au tournant de la décennie 1980 par l'historienne Joan Kelly et l'anthropologue Michelle Z. Rosaldo à propos de la dichotomie privé-public : cette façon de voir ne permet pas de conceptualiser la nature des articulations entre les deux sphères (Rosaldo 1980 : 407). Pour Joan Kelly, ces deux sphères sont des sphères sociosexuées et représentent des relations de pouvoir (1984 : 59). Il y a donc nécessité de concevoir autrement l'égalité-différence. Il faut trouver d'autres façons de concevoir les oppositions dans la pensée et l'action féministes.

Les conditions d'une nouvelle conceptualisation égalité-différence

Malgré la volonté quasi obsessionnelle de dépasser ces oppositions dans les écrits féministes de la dernière décennie, trop peu d'écrits ont, à notre avis, pu éviter ces écueils et dégager certaines conditions qui permettraient cette autre conceptualisation des oppositions égalité-différence qui reste à trouver et à formuler.

La première condition à remplir serait de s'éloigner le plus possible d'une problématique de l'idéologie comme l'est, de toute évidence, la dichotomie égalité-différence. Il faudrait plutôt en arriver à rendre le concept de différence étanche à toute possibilité d'« essentialiser » les femmes, de les figer dans une nature. Il faudrait toujours lui donner sa connotation de « différenciation », signifiant qu'une action sociale, précisément un rapport de pouvoir, s'est instaurée pour marquer une catégorie d'êtres humains du sceau de la différence. Il faut arrêter de confondre constamment la « condition » des femmes avec l'« être » des femmes, l'essence avec le phénomène, l'idéologie avec la réalité, c'est-à-dire ce que l'on dit des femmes avec la réalité vécue par les femmes.

Notre « condition spécifique » n'est pas une « spécificité », dirions-nous pour paraphraser Catherine Ravelli, qui démontra il y a 15 ans « comment des femmes sont passées de la formulation de revendications spécifiques à une revendication de la spécificité » (1978 : 18). Cette condition tout historique que l'on veut changer doit plutôt être pensée à l'intérieur d'une pensée de la commune humanité des êtres humains, où hommes et femmes se conçoivent comme faisant partie d'une même espèce, et non de deux espèces différentes, comme chiens et chats par exemple, même si, en fait, est-il besoin de l'ajouter, ils s'entendent comme chiens et chats...

La capacité de porter éventuellement des enfants ne fait pas des femmes une *espèce* différente, avec une *essence* différente des hommes¹⁶. La femme n'est pas « d'une essence différente de celle de l'homme, [...] son humanité [n'est pas] un autre humain », déclaraient les religieuses d'ici à la défense de leur enseignement classique dans les années 1950 (cité dans Thivierge 1982 : 287).

S'il faut rendre le concept de différence étanche à toute essentialisation, il faut aussi, toujours afin d'en arriver à s'éloigner d'une problématique de l'idéologie, arrêter de signifier par « égalité : « être comme l'homme », ce que l'on ne peut énoncer « que dans la mesure où l'organisation sociale androcentrique confond le général et le masculin » (Plaza 1977 : 110). Une certaine littérature féministe tend pourtant à confondre constamment égalité et individualisme, donc égoïsme, alors que, on le sait, les femmes se doivent d'être toujours à la collectivité avant d'être à elles-mêmes... C'est là une autre entreprise de culpabilisation des femmes, une autre version de l'entreprise de remise à leur place des femmes.

Un des effets, sur les femmes, de leur appropriation corporelle et mentale n'est-il pas d'être constamment absorbées dans d'autres individualités que la leur, d'être dépossédées mentalement d'elles-mêmes, comme l'a bien théorisé Colette Guillaumin (1978a : 17) ? Dans une problématique de l'appropriation, ce n'est même pas tant le droit à l'individualisme que les femmes réclament dans l'égalité avec les hommes, que tout simplement l'accès à l'individualité, l'élémentaire *habeas corpus* pourrions-nous dire...

La seconde condition à remplir dans cette entreprise de reconceptualisation des oppositions égalité-différence serait de substituer à la pensée fixiste des dichotomies et des polarités une pensée plus dynamique, comprenant la simultanéité des oppressions.

Ce concept nous vient du *Black feminism* et de ses militantes et théoriciennes, américaines principalement (Combahee River Collective 1977; Smith 1983 : xxxii; King 1988). Les femmes noires, du fait qu'elles vivent une triple oppression de sexe, de couleur, de classe (à quoi peut s'ajouter l'homophobie), ont été amenées à concevoir ces facteurs non comme des juxtapositions d'oppressions, mais plutôt comme des expériences opprimantes qui se vivent *simultanément* et qui sont en constante interaction. L'équation n'est donc pas tant : racisme + sexisme + classisme, affirme Deborah King (1988 : 47), que : racisme x sexisme x classisme.

Cette simultanéité signifie que les femmes n'ont pas à choisir entre le sexe ou la classe, le sexe ou l'ethnie, entre être une femme ou être une lesbienne, etc. Les femmes qui vivent ces expériences-là les vivent toutes à la fois et en même temps. Danielle Juteau résume bien cette perspective :

Ces rapports entre le genre, la « race » et la classe ne s'additionnent pas, ils sont en interaction et s'articulent dans une multiplicité de sites; on a ainsi chaque fois affaire à une situation qualitativement différente. Par exemple, l'expérience des femmes noires *qua* noires modifie leurs expériences en tant que femmes; elles sont les alliées des hommes dans leur lutte contre la

16. La question de la maternité, sous l'angle des revendications que les féministes de la première phase du mouvement féministe occidental ont formulées, fera l'objet d'une section particulière dans la thèse de doctorat à l'intérieur de laquelle le présent article s'inscrit.

domination raciste, et la famille ne représente pas pour elles ce qu'elle représente pour les Blanches. Notre analyse doit donc éviter ce qu'on appelle le parallélisme, c'est-à-dire se limiter à tracer les parallèles entre chacune de ces formes d'oppression. Il nous faut dépasser l'analyse de catégories inertes et fournir une analyse des formes multiples que revêt la domination patriarcale au sein de classes sociales et de groupes ethnico-nationaux divers. La vie des femmes appartenant à des groupes minoritaires doit être appréhendée comme l'expression simultanée de la différence et de la similarité.

Juteau 1991 : 41

Il nous semble d'ailleurs que c'est cette pensée de la simultanéité des oppressions qui traverse de plus en plus les préoccupations des groupes de femmes du Tiers Monde. C'est du moins la lecture qu'en fait le groupe féministe québécois de solidarité internationale « Le cinquième monde » :

Aujourd'hui, les femmes et les groupes de femmes du Tiers Monde se définissent de plus en plus comme féministes; alors qu'avant plusieurs mettaient la lutte des femmes au second rang après la lutte de libération nationale ou la lutte des classes. Maintenant, les femmes du Tiers Monde tentent de combiner les deux analyses pour développer ce qu'elles appellent le féminisme populaire ou le féminisme de classe

UniversElles 1990 : 4¹⁷

Dans cet ordre d'idée – et ce serait une troisième condition à remplir –, il faudrait finalement arriver à être en mesure de penser le paradoxe même de notre « condition ». Le premier éditorial de la revue *Questions féministes* l'avait déjà posé en 1977 : « nous pouvons à la fois dire qu'il n'y a pas de rapport entre une constitution physique et une « condition » sociale, et reconnaître que, pour le moment, rapport il y a » (1977 : 16).

La polysémie totale du mot « différence » réside pour les femmes dans ce paradoxe même. Voilà pourquoi il est capital de le conceptualiser adéquatement. Étudiant le racisme, Colette Guillaumin exprime ainsi ce paradoxe, qui touche en fait les êtres humains marqués socialement du sceau de la différence :

Cela n'existe pas. Cela produit pourtant des morts. Produit des morts et continue à assurer l'armature de systèmes de discrimination féroces [...] Non la race n'existe pas. Si la race existe. Non certes, elle n'est pas ce qu'on dit qu'elle est, mais elle est néanmoins la plus tangible, réelle, brutale des réalités.

Guillaumin 1981 : 65

Diana Fuss abonde en ce sens en énonçant que : « Dire que la « race » est une fiction biologique ne doit pas effacer le fait qu'elle a des effets matériels bien réels dans le monde » (1990 : 91).

17. À la suite de quoi elles ajoutent cette intéressante réflexion : « Au Québec, les femmes assistées sociales, les femmes des groupes populaires et toutes les femmes qui vivent l'appauvrissement chez nous, se reconnaîtraient peut-être davantage dans un courant féministe populaire. Ce courant pourrait peut-être nous aider à redéfinir nos stratégies devant les politiques actuelles des gouvernements de droite qui attaquent d'abord les femmes, à coup de coupures, de privatisations et de contrôle » (*UniversElles* 1990 : 4).

Nicole Lacelle, dans son étude du débat sur le travail de nuit des femmes chez les syndiquées de la CSN, a qualifié ce type de paradoxe de « double contrainte » : celle de vouloir « refuser [la condition qui est faite aux femmes] et de ne pouvoir y échapper ». Elle explique ainsi ce dilemme chez les femmes :

on a beau vouloir ne pas être définie par ce qu'on fait, on doit le faire quand même. Ce n'est pas parce qu'une femme ne veut pas être considérée uniquement comme une mère de famille qu'elle peut cesser de s'occuper de ses enfants.

Lacelle 1981 : 21

Voilà bien exprimé ce tiraillement constant que subissent les femmes entre, d'une part, le désir d'« égalité », d'être des sujets historiques, politiques, des actrices sociales et, de l'autre, la réalité sociale de l'inégalité, qui constitue un véritable morcellement, un dilemme ancré profondément dans leur vie.

« Comment vivre en tant que « femmes » et en tant que « Soi » ?, s'était demandé Nicole-Claude Mathieu en 1977. Il y a exactement deux siècles, Mary Woolstonecraft posait la question des femmes à peu près dans les mêmes termes¹⁸, d'où cette appellation du dilemme qui porte son nom (Pateman 1988 : 252).

À sa suite, une très large frange de militantes, dans la première phase du mouvement féministe occidental, a fait porter ses efforts sur la reconnaissance de la maternité comme travail, comme fonction sociale, et non plus comme fonction privée, biologique ou naturelle (Bock 1992). La majorité des militantes de la seconde phase de ce même mouvement féministe a plutôt opté en faveur de l'entrée des femmes dans le salariat, reléguant la fonction de maternage au domaine des arrangements privés, du partage des tâches ou de la délégation de ces tâches à une autre catégorie de femmes.

Voilà bien le paradoxe que certaines ont cependant les moyens d'oublier...

Louise Toupin
Département de science politique
Université du Québec à Montréal

* Je remercie sincèrement Lucille Beaudry et Micheline Dumont de l'aide apportée à la synthèse de ce texte.

18. Par exemple : « speaking of women at large, their first duty is to themselves as rational creatures, and the next, in point of importance, as citizens, is that, which includes so many, of a mother » (cité dans Pateman 1988a : 252, n. 69).

RÉFÉRENCES

- ALLEN, Judith
1990 « Contextualising Late Nineteenth Century Feminism. Problems and Comparisons ». Conférence à la Canadian Historical Association, Université de Victoria, Colombie-Britannique, mai.
- ANTHONY, Susan, Elizabeth Cady Stanton, Mathilda J. Gage
1881 *The History of Woman Suffrage (1881-1902)*, vol. 1 et 2. Rochester, New York, Fowler and Wells.
1886 *The History of Woman Suffrage (1881-1902)*, vol. 3. Rochester, New York, Fowler and Wells.
- ANTHONY, Susan et Ida H. Harper
1902 *The History of Woman Suffrage*, vol. 4. Indianapolis, Hollenbeck.
- BANKS, Olive
1986 *Faces of Feminism. A Study of Feminism as a Social Movement*. New York, Basil Blackwell.
- BEARD, Mary
1987 *Woman as a Force in History. A Study in Traditions and Realities*. New York, Persea Books (1re éd. : 1946).
- BÉLANGER, Lucie
1990 « Alternative à l'appauvrissement des femmes », *UniversElles*, 3, 1, novembre : 4-5.
- BOCK, Gisela
1991 « Challenging Dichotomies : Perspectives in Women's History », in K. Offen *et al.*, *Writing Women's History. International Perspectives*. Bloomington, Indiana University Press : 1-23.
1992 « Pauvreté féminine, droits des mères et États-providence », in G. Duby et M. Perrot (dir.) *L'histoire des femmes en Occident. Le xx^e siècle*. Paris, Plon : 381-409.
- BOCK, Gisela et Susan James (dir.)
1992 *Beyond Equality and Difference*. New York, Routledge.
- BONNET, Marie-Jo
1984 « Adieux à l'histoire », in Collectif, *Stratégies de femmes*. Paris, Tierce : 363-372.
- BUHLE, Mari-Jo
1980 « Politics and Culture in Women's History : A Symposium », *Feminist Studies*, 6, printemps : 37-42.
- CHAMBERLAND, Line
1989 « Le lesbianisme : continuum féminin ou maronnage ? Réflexions féministes pour une théorisation de l'expérience lesbienne », *Recherches féministes*, 2, 2 : 135-146.
- CLICHE, Marie-Aimée
1989 « Droits égaux ou influence accrue ? Nature et rôle de la femme d'après les féministes chrétiennes et les anti-féministes au Québec 1896-1930 », *Recherches féministes*, 2, 2 : 101-119.
- CLIO
1982 *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*. Montréal, Quinze.

COHEN, Yolande

1989 « Pour ou contre un espace public aux femmes », in Isabelle Lasvergnas (dir.), *A/Encrages féministes*. Montréal, UQAM, Centre de recherche féministe et GIERF, Cahiers de recherche : 33-50.

COHEN, Yolande

1990 *Femmes de parole. L'histoire des cercles de fermières du Québec, 1915-1990*. Montréal, Le Jour.

COLLECTIF

1984 *Stratégies de femmes*. Paris, Tierce.

COMBAHEE RIVER COLLECTIVE

1983 « The Combahee River Collective Statement », in Barbara Smith (dir.), *Home Girls : A Black Feminist Anthology*. New York, Kitchen Table : Women of Color Press : 272-282 (1re éd. : 1977).

COTT, Nancy

1977 *The Bonds of Womanhood. Woman's Sphere in New England, 1780-1835*. New Haven, Yale University Press.

1978 « Passionlessness : An Interpretation of Victorian Sexual Ideology », 1790-1850 », *Signs*, 4, 2 : 219-236.

1987 *The Grounding of Modern Feminism*. New Haven, Yale University Press.

1989a « Comment on Karen Offen's « Defining Feminism : A Comparative Historical Approach », *Signs*, 15, 1 : 203-205.

1989b « What's in a Name ? The Limits of "Social Feminism"; or, Expanding the Vocabulary of Women's History », *The Journal of American History*, 76, 3 : 809-829.

DAGENAIS, Huguette

1987 « Méthodologie féministe et anthropologie : une alliance possible », *Anthropologie et sociétés*, 11, 1 : 19-43.

DALLA COSTA, Mariarosia

1988 « La femme entre la famille et les politiques de l'emploi en Italie », *Les Cahiers de L'APRE*, 7, avril-mai : 121-127.

DANYLEWYCZ, Marta

1988 *Profession : religieuse. Un choix pour les Québécoises, 1840-1920*. Montréal, Boréal.

DuBOIS, Ellen

1980 « Politics and Culture in Women's History : A Symposium », *Feminist Studies*, 6, printemps : 28-36.

1982 « Beyond the Victorian Syndrome. Feminist Interpretations of the History of Sexuality », *Radical America*, 16, 1-2 : 149-153.

DuBOIS, Ellen et Linda Gordon

1984 « Seeking Ecstasy on the Battlefield : Danger and Pleasure in Nineteenth-Century Feminist Sexual Thought », in Carole Vance (dir.), *Pleasure and Danger. Exploring Female Sexuality*. Boston, Routledge & Kegan Paul : 31-49.

DuBOIS, Ellen Carol et Vicki L. Ruiz

1990 « Introduction », in Ellen Carol DuBois et Vicki Ruiz, *Unequal Sisters. A Multi-Cultural Reader in U.S. Women's History*. New York, Routledge : xi-xvi.

DUBY, Georges et Michelle Perrot (dir.)

1992 *Histoire des femmes en Occident, 5, le XX^e siècle*. Paris, Plon.

- DUMONT, Micheline
 1986 « La diversité des rôles sociaux et les pièges de l'histoire », in Louise Marcil-Lacoste (dir.), *Egalité et différence des sexes*. Montréal, Les Cahiers de l'ACFAS, 44 : 65-82.
- 1991 « L'histoire à la barre », *Recherches féministes*, 4, 2 : 131-138.
- DUMONT-JOHNSON, Micheline
 1981 « Découvrir la mémoire des femmes », *Cahiers de recherche éthique*, 8 : 51-65.
- FERRETTI, Lucia
 1986 « La philosophie de l'enseignement », in Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, *Les couventines. L'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes, 1840-1960*. Montréal, Boréal : 143-166.
- FLEXNER, Eleanor
 1975 *Century of Struggle : The Woman's Rights Movement in the United States*. Cambridge, Harvard University Press (1^{re} édition : 1959). (Une version abrégée est parue en français sous le titre : *Pour les droits de la femme. Le dossier américain*. Paris, Éditions France-Empire, Nouveaux horizons, 1964.)
- FOX-GENOVESE, Elisabeth
 1991 *Feminism without Illusions. A Critique of Individualism*. Chapel Hill, The North Carolina Press.
- FRAISSE, Geneviève
 1984 « Singularité féministe. Historiographie critique de l'histoire du féminisme en France », in Michelle Perrot (dir.), *Une histoire des femmes est-elle possible?* Paris-Marseille, Rivages : 190-204.
- FREEDMAN, Estelle
 1978 « What Women Wanted : Varieties of Feminism in 19th Century America », *The Stanford Observer*, janvier : 3, 7.
- FUSS, Diana
 1990 *Essentially Speaking. Feminism, Nature and Différence*. New York, Routledge.
- GORDON, Linda
 1974 « Voluntary Motherhood : The Beginnings of Feminist Birth Control Ideas in the United States », in Mary Hartman et Lois Banner, *Clio's Consciousness Raised : New Perspectives on the History of Women*. New York, Harper Torchbook : 54-71.
- 1976 *Woman's Body, Woman's Right. A Social History of Birth Control in America*. New York, Penguin Books.
- 1986 « What's New in Women's History ? », in Teresa de Lauretis (dir.), *Feminist Studies/Critical Studies*. Bloomington, Indiana University Press : 20-30.
- 1991 « On "Difference" », *Genders*, 10 : 91-111.
- GORHAM, Deborah
 1976 « The Canadian Suffragists », in Gwen Matheson (dir.), *Women in the Canadian Mosaic*. Toronto, Peter Martin Associated : 23-56.
- GUBERMAN, Nancy
 1990 « La prise en charge « familiale » : de l'amour ou du devoir ? », dans Louise Vandelac et al., *Du privé au politique : la maternité et le travail des femmes comme enjeux des rapports de sexe*. Montréal, UQAM, Centre de recherche féministe et GIERF, octobre : 153-167.

- GUILLAUMIN, Colette
 1978 « Pratique du pouvoir et idée de nature, 1. L'appropriation des femmes », *Questions féministes*, 2 : 5-30.
- 1986 « "Je sais bien mais quand même", ou les avatars de la notion de "race" », *Le genre humain*, 1 : 55-65 (1^{re} éd. : 1981).
- HARDING, Sandra
 1986 « The Instability of the Analytical Categories of Feminist Theory », *Signs*, 11, 4 : 645-664.
- HARNECKER, Marta
 1974 *Les concepts élémentaires du matérialisme historique*. Bruxelles, Contradictions.
- HARPER, Ida H.
 1922 *The History of Woman Suffrage*, vol. 5 et 6. New York, National American Woman Suffrage Association.
- JUTEAU Danielle
 1991 « De la fragmentation à l'unité. Les formes multiples de l'oppression des femmes », *La Parole métèque*, 19, été : 40-41.
- KAPLAN, Temma
 1980 « Politics and Culture in Women's History. A Symposium », *Feminist Studies*, 6, printemps: 43-48.
- KEALEY, Linda
 1979 « Introduction », in Linda Kealey (dir.), *A Not Unreasonable Claim. Women and Reform in Canada, 1880s-1910s*. Toronto, The Women's Press : 1-14.
- KELLY, Joan
 1984 « The Doubled Vision of Feminist Theory" », in Joan Kelly, *Women, History and Theory. The Essays of Joan Kelly*. Chicago, University of Chicago Press : 51-64.
- KERBER, Linda
 1988 « Separate Spheres, Female World, Woman's Place : The Rhetoric of Women's History », *The Journal of American History*, 75, 1, juin : 9-39.
- KING, Deborah
 1988 « Multiple Jeopardy, Multiple Consciousness : The Context of Black Feminist Ideology », *Signs*, 14, 1 : 42-72.
- KRADITOR, Aileen
 1981 *The Ideas of Woman Suffrage Movement, 1890-1920*. New York, W.W. Norton (1^{re} édition : 1965).
- LACELLE, Nicole
 1981 *Le comité féminin de la CSN, 1953-1966, et le travail de nuit des femmes*. Montréal, Institut canadien d'éducation des adultes.
- LAVIGNE, Marie et Yolande Pinard
 1977 *Les femmes dans la société québécoise*. Montréal, Boréal Express.
- 1983 *Travailleuses et féministes. Les femmes dans la société québécoise*. Montréal, Boréal Express.
- LEMONS, J. Stanly
 1973 *The Woman Citizen : Social Feminism in the 1920s*. Chicago, University of Illinois Press.

- LERNER, Gerda
 1979a « New Approaches to the Study of Women in American History », in Gerda Lerner, *The Majority Finds Its Past. Placing Women in History*. New York, Oxford University Press : 3-14. (1^{re} édition : 1969)
 1979b « Autobiographical Notes, by Way of an Introduction », in Gerda Lerner, *The Majority Finds Its Past. Placing Women in History*. New York, Oxford University Press : xiii-xxxii.
 1980 « Politics and Culture in Women's History : A Symposium », *Feminist Studies*, 6, printemps : 49-54.
- LEVESQUE, Andrée
 1989 *La norme et les déviantes. Des femmes au Québec pendant l'entre-deux guerres*. Montréal, Éditions du Remue-ménage.
- LEWIS, Jane et Gertrude Astrom
 1992 « Equality, Difference, and State Welfare : Labor Market and Family Policies in Sweden », *Feminist Studies*, 18,1 : 59-87.
- MANSBRIDGE, Jane
 1986 *Why We Lost the ERA ?* Chicago, University of Chicago Press.
- MATHIEU, Nicole-Claude
 1977 « Masculinité/féminité », *Questions féministes*, 1 : 51-67.
 1985 « Présentation : Femmes, matière à penser... et à reproduire », in Nicole-Claude Mathieu (dir.), *L'arraisonnement des femmes. Essais en anthropologie des sexes*. Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales : 4-16.
- OFFEN, Karen
 1987 « Liberty, Equality and Justice for Women : The Theory and Practice of Feminism in Nineteenth-Century Europe » in Renate Bridenthal (*et al.*), *Becoming Visible. Women in European History*. Boston, Houghton Mifflin Co. : 335-373.
 1988 « Defining Feminism : A Comparative Historical Approach », *Signs*, 14, 1 : 119-157.
 1989 « Définir le féminisme : approche historique comparative », *Bulletin d'information des Etudes féminines, BIEF*, 20-21; 7-27. (Traduction d'extraits de l'article paru dans *Signs*, 14, 1, 1988.)
 1989b « Reply to Cott », *Signs*, 15, 1 : 206-209.
- O'NEIL, William
 1971 *Everyone Was Brave. A History of Feminism in America*. Chicago, Quadrangle Books (1^{re} éd. : 1969).
- PATEMAN, Carole
 1988b *The Sexual Contract*. Stanford, California, Stanford University Press.
 1988a « The Patriarchal Welfare State », in Amy Gutmann (dir.), *Democracy and the Welfare-State*. Princeton N.J. Princeton University Press : 231-260.
- PLAZA, Monique
 1977 « Pouvoir "phallomorphique" et psychologie de "la Femme" », *Questions féministes*, 1 : 91-119.
- Questions féministes*
 1977 « Éditorial : Variations sur des thèmes communs », *Questions féministes*, 1, novembre : 3-19.
- RAVELLI, Catherine
 1978 « De l'intérêt de la féminité pour le féminisme », *La Revue d'en face*, 4 : 18-23.

ROSALDO, Michelle Z.

- 1980 « The Use and Abuse of Anthropology : Reflexions on Feminism and Cross-Cultural Understanding », *Signs*, 5, 3 : 389-417.

RUSSO, Ann

- 1987 « Conflicts and Contradictions among Feminists over Issues of Pornography and Sexual Freedom » *Women's Studies International Forum*, 10, 2 : 103-112.

RYAN, Mary P.

- 1985 « In Domestic Captivity : A Decade in the Historiography of Women », in Mary P. Ryan, *The Empire of the Mother. American Writings about Domesticity, 1830-1860*. New York, Harrington Park Press : 1-18 (1ère éd. : 1982).

SARAH, Elisabeth

- 1982 « Editorial : Toward a Reassessment of Feminist History », in Elisabeth Sarah, *Reassessment of « First Wave » Feminism*. Oxford, Pergamon Press : 519-524.

SARVASY, Wendy

- 1992 « Beyond the Difference Versus Equality Policy Debate : Postsuffrage Feminism, Citizenship and the Quest for a Feminist Welfare State », *Signs*, 17, 2 : 329-362.

SCOTT, Joan W.

- 1988 « Deconstructing Equality Versus Difference; or, The Uses of Post-Structuralist Theory for Feminism », *Feminist Studies*, 14, 1 : 33-50

SICHERMAN, Barbara

- 1975 « American History », *Signs*, 1, 2 : 461-485..

SMITH, Barbara

- 1983 « Introduction », in Barbara Smith (dir.), *Home Girl : A Black Feminist Anthology*. New York, Kitchen Table, Women of Color Press : xix-lvi.

SMITH, Hilda

- 1985 « Female Bonds and the Family : Recent Directions in Women's History », in Paula H. Treichler *et al.*, *For Alma Mater : Theory and Practice in Feminist Scholarship*. Chicago, University of Illinois Press : 272-291.

SMITH-ROSENBERG, Carroll

- 1971 « Beauty, the Beast and the Militant Women : Sex Roles and Social Stress in Jacksonian America », *American Quarterly*, 23, octobre : 562-584.

- 1975a « The New Woman and the New History », *Feminist Studies*, 3, 1, juillet : 85-198.

- 1975b « The Female World of Love and Ritual : Relations between Women in XIXth Century America », *Signs*, 1,1 : 1-20 (Traduit en français sous le titre : « Amours et rites : le monde des femmes dans l'Amérique du XIX^e siècle », *Les Temps modernes*, 33, 1978 : 1231-1256.

- 1980 « Politics and Culture in Women's History », *Feminist Studies*, 6, printemps : 55-64.

SNITOW, Ann

- 1990 « A Gender Agenda », in Marianne Hirsch et Evelyn Fox-Keller, *Conflicts in Feminism*. New York, Routledge : 9-43.

SNITOW, Ann *et al.*

- 1983 *Power of Desire : The Politics of Sexuality*. New York, Monthly Review Press.

TASSÉ, Louise

- 1983 « Quand le pouvoir des femmes se fait illusion/allusion », *Culture*, III, 1 : 91-101.

- THERRIEN, Rita
 1990 « La politique de maintien à domicile et les femmes comme aidantes naturelles », in Louise Vandelac *et al.*, *Du privé au politique : la maternité et le travail des femmes comme enjeux des rapports de sexes*. Montréal, UQAM, Centre de recherche féministe et GIERF, octobre : 103-125.
- THIVIERGE, Nicole
 1982 *Écoles ménagères et institut familiaux : un modèle féminin traditionnel*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- UniversElles*
 1990 « Solidarité internationale des femmes », *UniversElles*, 2, 4, avril : 3-4
- VANCE, Carole (dir.)
 1984 *Pleasure and Danger. Exploring Female Sexuality*. Boston, Routledge & Kegan Paul.
- VICINUS, Marta
 1982 « Sexuality and Power : A Review of Current Works in the History of Sexuality », *Feminist Studies*, 8, 1, printemps : 133-156.
- VOGEL, Lise
 1991 « Telling Tales : Historians of Our Own Lives », *The Journal of Women's History*, 2, 3 : 89-101.
- WALKOWITZ, Judith R. et Daniel J. Walkowitz
 1974 « "We are not Beasts of the Field" : Prostitution and the Poor in Plymouth and Southampton under the Contagious Diseases Act », in Mary Hartman et Lois Banner, *Clio's Consciousness Raised. New Perspectives on the History of Women*. New York, Harper Torch Books : 192-225.
- 1983 « Male Vice and Female Virtue : Feminism and the Politics of Prostitution in Nineteenth-Century Britain », in Ann Snitow (dir.), *Power of Desire. The Politics of Sexuality*. New York, Monthly Review Press : 419-438.
- WOOLSTONECRAFT, Mary
 1975 *A Vindication of the Rights of Woman*. New York, Norton, 1975 (1re éd. : 1792). (Une version abrégée est parue en français sous le titre : *Défense des droits de la femme*. Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1976.)



Fonds Bachand, Société d'histoire de Sherbrooke.